

**INITIATIVE AISNE***Association Membre de "INITIATIVE FRANCE"*Régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901**Siège Social**

Pôle du Griffon - 10, Rue Gilles de GENNES  
BARENTON BUGNY  
02000 LAON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

*- Assemblée Générale d'approbation des Comptes  
de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 -*

A l'Assemblée Générale de l'Association "INITIATIVE AISNE",

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre Rapport sur les Conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des Conventions dont nous avons été avisés, ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre Mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé, ni à rechercher l'existence d'autres Conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'**Article R. 612-6** du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces Conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la **Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes**, relative à cette Mission.

**CONVENTIONS SOUMISES  
A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune Convention intervenue au cours de l'exercice écoulé, à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale, en application des dispositions de l'Article L. 612-5 du Code de Commerce.

**Fait à VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN,  
Le 5 Mai 2025.**

**Pour CHD AUDIT-HAUTS DE FRANCE**

**Ibrahima SOW**

*Commissaire aux Comptes*  
Zone Commerciale - 183, Rue des Moines  
02200 VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN



**INITIATIVE AISNE**

***Association Membre de "INITIATIVE FRANCE"***

Régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

**Siège Social**

Pôle du Griffon - 10, Rue Gilles de GENNES  
BARENTON BUGNY  
02000 LAON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

***- Exercice 2024 clos le 31 Décembre 2024 -***

A l'Assemblée Générale de l'Association "INITIATIVE AISNE",

**Opinion**

En exécution de la Mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'Audit des Comptes Annuels de l'Association "INITIATIVE AISNE" relatifs à l'exercice clos le **31 Décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent Rapport.

Nous certifions que les Comptes Annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association "INITIATIVE AISNE" à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'Audit**

Nous avons effectué notre Audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "**Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'Audit des Comptes annuels**" du présent Rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre Mission d'Audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, *sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024, à la date d'émission de notre Rapport*, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des Articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'Audit des Comptes annuels de l'exercice, à savoir :

- L'appréciation et la justification des prêts inscrits à l'Actif des Comptes Annuels,
- L'évaluation de la provision pour risques et charges (*Prêt Honneur*).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'Audit des Comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces Comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Le Rapport de Gestion** ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'Article R.232-1 du Code de Commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

En application de la Loi, nous vous signalons que le non-établissement, la non-communication et la non-présentation du **Rapport de Gestion** constituent une violation des dispositions des Articles L.232-1 et R.225-90 du Code de Commerce.

### Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux Comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des Comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de Comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des Comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces Comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les Comptes annuels ont été arrêtés par le **Conseil d'Administration du 24 Avril 2025**.

### **Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'Audit des Comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un Rapport sur les Comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un Audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des Comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'Article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des Comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un Audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet Audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les Comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'Audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'Audit afin de définir des procédures d'Audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les Comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son Rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son Rapport sur les informations fournies dans les Comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des Comptes annuels et évalue si les Comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN,  
Le 5 Mai 2025.

Pour CHD AUDIT-HAUTS DE FRANCE

Ibrahima SOW

*Commissaire aux Comptes*  
Zone Commerciale - 183, Rue des Moines  
02200 VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN



## INITIATIVE AISNE

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF		PASSIF		
	31/12/2024	31/12/2023		
<div>CHD AUDIT - HAUTS DE FRANCE</div> <div>Commissaire aux Comptes inscrit</div> <div>COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS</div> Prêts d'honneur en cours Prêts Innov 2.0 en cours Prêts Santé en cours Prêts Trésorerie en cours Prêts PC02 en cours Prêts Initiative Jeune en cours Prêt COVID CCCP Prêt Groupement Boulangers  Prêts Initiative Croissance en cours Immobilisations corporelles Immobilisations financières Dépôt et cautionnement  Provisions sur prêts Resultat de l'Exercice  Disponibilités IA Disponibilités PC02 Disponibilités Prêts régionaux Commissions BPI à recevoir Commissions Assurance à recevoir  Produits à recevoir Fonds dotation à recevoir Charges constatées d'avance  TOTAL ACTIF	1,938,237,76 € 65,576,90 € 99,085,64 € 68,641,09 € 745,278,42 € 134,627,11 € - € 9,653,17 €  329,128,99 € 8,353,99 € 15,00 € 1,010,54 €  219,041,87 €  3,180,566,74 €  1,978,320,39 € 459,523,34 € 151,669,82 € - € - €  36,474,58 € - € 1,704,00 €  5,808,258,87 €	1,726,153,83 € 109,550,69 € 130,918,65 € 80,668,16 € 516,945,06 € 137,400,58 € 611,57 € 16,944,80 €  356,047,57 € 1,415,23 € 15,00 € 633,09 €  88,645,92 € - € 2,988,658,31 €  2,015,232,29 € 772,670,22 € 122,143,51 € - € - €  59,919,85 € - € 967,00 €  5,959,591,18 €	Fds de dotation sans droit reprise Fds de dotation avec droit reprise Fds de dotation Santé Fds de dotation Innov 2.0 Fds de dotation Trésorerie Fonds dotation Initiative Jeune Fonds dotation Initiative Croissance Fds Dotation Gpt boulangerie Fds de dotation PC02  Report à Nouveau Créiteur  Résultat de l'exercice Fonds propres  Prêts d'honneur à verser Prêts Santé à verser Prêts Innov 2.0 à verser Prêts Trésorerie à verser Prêts IJ à verser Prêts IC à verser Prêts PC02 à verser Commissions BPI à payer Commissions Assurance à payer Frais à payer  TOTAL PASSIF	
		3,291,919,98 € 2,372,680,99 € - € - € - € - € - € - € - €  230,104,59 €  137,752,62 € 5,756,952,94 €  - € - € - € - € - € - € 4,185,11 € 725,88 € 46,394,94 €  5,808,258,87 €	3,313,267,70 € 2,397,753,65 € - € - € - € - € - € - € - €  178,856,65 €  4,827,56 € 5,894,705,56 €  - € - € - € - € - € - € 4,410,99 € 649,99 € 59,824,64 €  5,959,591,18 €	



COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024



BUDGET DE FONCTIONNEMENT		CHARGES		PRODUITS	
		31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'exploitation	Consommables	9,403,76 €	8,071,24 €		11,200,00 €
	Personnel Extérieur	- €	6,781,14 €	9,200,00 €	1,117,20 €
Locations salles et bureaux	Locations salles et bureaux	15,630,42 €	12,027,89 €	- €	43,052,98 €
	Locations matériel	5,990,04 €	5,997,32 €	18,995,61 €	- €
Honoraires CAC	Honoraires CAC	7,429,20 €	6,164,00 €	- €	4,051,93 €
	Honoraires Social	2,438,81 €	1,040,18 €	- €	160,00 €
Honoraires recouvrement	Honoraires recouvrement	322,94 €	- €	300,00 €	3,700,00 €
	Honoraires divers	2,115,42 €	- €	3,700,00 €	450,00 €
Frais de réception	Frais de réception	5,132,62 €	4,277,94 €	- €	- €
	Frais bancaires IA	1,669,38 €	1,118,39 €	- €	16,190,00 €
Frais bancaires PCO2	Frais bancaires PCO2	478,96 €	294,55 €	14,587,60 €	134,543,75 €
	Cotisations	11,445,00 €	10,910,00 €	133,221,00 €	- €
Communication et publications	Communication et publications	10,104,88 €	10,974,82 €	11,900,00 €	- €
	Missions et déplacements	4,943,59 €	940,95 €	557,87 €	2,900,53 €
Informatique et site internet	Informatique et site internet	7,849,09 €	7,828,15 €	19,290,00 €	13,220,00 €
	Charges de personnel	153,540,94 €	156,799,98 €	410,00 €	- €
Dotations et amortissements	Dotations et amortissements	1,383,64 €	341,57 €	- €	- €
	Assurances	1,289,30 €	683,70 €	- €	- €
Redevances	Redevances	2,503,20 €	695,52 €	- €	- €
		313,16 €	- €	- €	- €
Charges Gestion Courante		1,005,81 €	- €	- €	- €
Charges sur exercices antérieurs		- €	- €	- €	- €
Charges financières	Moins valeurs cession de titres	18,150,00 €	14,980,00 €	10,477,17 €	17,602,00 €
	Intérêts	275,18 €	- €	1,113,76 €	2,470,61 €
Impôts et taxes		7,654,00 €	10,144,00 €	48,728,25 €	53,096,25 €
		62,732,17 €	51,247,94 €	371,33 €	243,03 €
RESULTAT					
TOTAL DES CHARGES		333,801,51 €	311,319,28 €	333,801,51 €	311,319,28 €
BENEVOIAT					
PRETS ENGAGES NON DECAISSES					
			197,820,00 €		197,820,00 €
			352,000,00 €		352,000,00 €

GESTION DES PRETS		CHARGES		PRODUITS	
		31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Prêts irrécouvrables	Dotations aux provisions/prêts	70,100,52 €	41,167,47 €	2,615,86 €	24,005,95 €
		133,011,81 €	30,299,05 €	11,68 €	1,040,19 €
RESULTAT		- €	- €	200,484,79 €	46,420,38 €
TOTAL DES CHARGES		203,112,33 €	71,466,52 €	203,112,33 €	71,466,52 €



## Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 808 258.87 €

Le résultat net comptable est un déficit de -137 752.62 euros



### FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

#### REPRISE DE PROVISION POUR DEPRECIATION DES TITRES

Initiative Aisne est titulaire auprès du Crédit Agricole, d'un compte titres portant le n° 52476234540.

Celui-ci est essentiellement composé d'obligations de 1ère catégorie achetées sur le marché secondaire. En effet, la qualité de la signature est primordiale et on retrouve le Crédit Agricole, Groupama, BNP, le Crédit Mutuel, etc...

Lors de la baisse des taux de rémunérations constatées il y a plusieurs années, on est descendu à 0,50%, il avait été décidé d'opter pour cette solution de rémunération à des taux attractifs. Le taux moyen de rémunération étant alors de l'ordre de 3,23% contre 0,50 % sur les placements dits traditionnels à cette époque, ce qui donnait un complément de rémunération de l'ordre environ de 45.000 €.

D'un commun accord avec le bureau, il avait toujours été convenu que le portefeuille était un socle de rémunération et non de spéculation.

C'est à dire qu'en aucun cas une obligation ne pouvait dès son achat, être revendues. Elle devait aller à son échéance et être remboursée au nominal. Vu la qualité des émetteurs cela ne pose en soi aucun problème.

Le but étant de recevoir un coupon, dit rémunération, chaque année à une date déterminée.

Toutefois, les portefeuilles, subissent une évaluation quotidienne, qui est fonction de l'offre et de la demande, suivant un cours de type BID ou ASK.

Il est bien évident, que compte tenu de la politique de travail, ces évaluations sont purement fictive et ne correspondent absolument pas à la réalité économique des valeurs.

A la clôture de l'exercice 2022, des événements exceptionnels, donc notamment la guerre en Ukraine, avaient vu revenir une inflation significative et par de là une hausse des taux importantes.

Ce processus avait créé une baisse massive des taux obligataires, aboutissant à la constatation au 31 décembre, d'une moins-value latente importante, encore une fois, il faut le préciser, sans réelle impact économique.

Compte-tenu de ces événements purement exceptionnels et sans réelle valeur économique, les règles comptables avaient nécessité la passation d'une écriture de moins-values latente, malgré le caractère exceptionnel de la situation, lié à la guerre en Ukraine et au contexte géopolitique.

Sur l'exercice 2023, l'inflation qui s'était amélioré, les taux commençant à baisser, avait provoqué une remontée significative des évaluations du portefeuille obligataire.

Pour ce faire, une reprise de provision de 5.221 € a été constatée, diminuant la provision constatée en 2022.

Pour l'exercice 2024, l'économie reprenant des « couleurs », l'évaluation de notre portefeuille obligataire s'est de nouveau améliorée, provoquant une nouvelle reprise de provisions d'un montant de 54.894 €.

#### PROVISIONS

Sur l'exercice 2024, afin d'être en règle avec les dispositions d'Initiative France, et les règles de provisions pour risques des prêts d'honneur, celles-ci ont été déterminées en appliquant systématiquement la règle de provisionnement telle que définie ci-dessous.

Pour rappel, jusqu'en 2013, cette dépréciation n'était appliquée que sur les prêts présentant un risque avéré de non recouvrement.

La méthode de provisionnement se définit comme suit :

- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

En conséquence, une provision pour un montant de 133 011.81€ a été comptabilisée afin de refléter au mieux l'exposition estimée au 31 décembre 2024.

#### CONVENTION PRET CROISSANCE 02

Pour rappel, notre association détient et assure, depuis 2009, le fonds de revitalisation du département de l'Aisne, par convention de partenariat entre notre association et Aisne Avenir.

Ces fonds ne nous appartenant pas, ils étaient comptabilisés normalement en classe 4.

Par courrier en date du 4 juillet 2022, Aisne Avenir a informé Monsieur le Préfet de son souhait de ne pas prolonger la convention de partenariat signée le 31 juillet 2007.

En conséquence, l'état a décidé d'attribuer et de confier les fonds disponibles, à notre association, « sans droit de reprise », la gestion des encours du dispositif « Prêt Croissance 02 » à l'occasion d'une convention signée entre Monsieur le Préfet au nom de l'état et Initiative Aisne, en date du 31 janvier 2023.

En conséquence, à cette date, nous avons modifié la comptabilisation des fonds pour les classer en classe 1 (fonds de prêt sans droit de reprise) et notamment le compte 102150 ainsi que le compte 274900 pour les prêts débloqués en cours de remboursement.



**REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	20 ans
- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Installations techniques	5 ans
- Matériels et outillages industriels	5 ans
- Matériels et outillages	5 ans

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les prêts d'honneur sont valorisés à leur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en fonction des risques de non recouvrement qui sont identifiés.



## Notes sur le Bilan Actif

### Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 3 402 899 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	3 322	8 322		11 644
Immobilisations financières	3 075 889	315 366		3 391 255
<b>TOTAL</b>	<b>3 079 211</b>	<b>323 688</b>	<b>0</b>	<b>3 402 899</b>

Amortissements et provisions d'actif = 3 290 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	0			0
Immobilisations corporelles	1 906	1 384		3 290
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>1 906</b>	<b>1 384</b>		<b>3 290</b>

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Matériel de bureau & informatique	11 644	3 290	8 354	de 5 à 10 ans
<b>TOTAL</b>	<b>11 644</b>	<b>3 290</b>	<b>8 354</b>	

Etat des créances = 39 190 euros

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	1 011		1 011
Actif circulant & charges d'avance	38 179	38 179	
<b>TOTAL</b>	<b>39 190</b>	<b>38 179</b>	<b>1 011</b>

Produits à recevoir par postes du bilan = 36 475 E

Produits à recevoir	Montant
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	36 475
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>36 475</b>

Charges constatées d'avance = 1 704 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



Annexes aux comptes annuels (suite)

## Notes sur le Bilan Passif

### Tableau de variation des fonds propres

Fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fds de dotation sans droit de reprise	3 313 268		21 348	3 291 920
Fds de dotation avec droit de reprise	2 397 754		25 073	2 372 681
Report à nouveau créditeur	178 857	51 248		230 105
Résultat	4 827		142 580	-137 753
<b>TOTAL</b>	<b>5 894 706</b>	<b>51 248</b>	<b>189 001</b>	<b>5 756 953</b>

### Provisions = 219 042 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques & charges	88 646	133 012		2 616	219 042
<b>TOTAL</b>	<b>88 646</b>	<b>133 012</b>		<b>2 616</b>	<b>219 042</b>

### Etat des dettes = 51 306 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	11 546	11 546		
Dettes fiscales & sociales	34 849	34 849		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	4 911	4 911		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>51 306</b>	<b>51 306</b>		

### Charges à payer par postes du bilan = 33 356 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	9 933
Dettes fiscales & sociales	18 512
Autres dettes	4 911
<b>TOTAL</b>	<b>33 356</b>

### Produits constatés d'avance = 0 E

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

